

Nouvelles locales du jeudi 16 octobre 2014

@rib News, 16/10/2014 ĩ Education - Les Ātudiants des universitĀs tant publiques que privĀes qui sont en grĀve pour rĀclamer le statut des diplĀmes du nouveau systĀme dĀenseignement qui est le BMD affirment quĀils ne peuvent pas regagner les auditoires si leurs revendications ne trouvent pas de rĀponses. Ils affirment cela au moment oĀ¹ les recteurs des universitĀs en grĀve leur aient demandĀ ce mercredi soir de reprendre les cours ce vendredi. Ces responsables des Ātablissements universitaires font savoir que deux des trois questions que ces Ātudiants avaient soulevĀes ont trouvĀ une rĀponse dont celle en rapport avec la valeur administrative des diplĀmes de ce nouveau systĀme.

Pourtant, les Ātudiants eux trouvent que rien nĀest encore rĀglĀ et demandent plutĀt Ā ces recteurs de plaider pour au prĀs du ministĀre de lĀenseignement au lieu de les intimider. Ils demandent Ā tous les Ātudiants de ne pas cĀder Ā ces sollicitations fallacieuses et de rester sereins et surtout dĀattendre calmement lĀappel que leurs reprĀsentants vont lancer. [rtnb/isanganiro/rtr/bonesha/rpa] ĩ Politique - LĀADC-Ikibiri trouve que la CENI va continuer Ā utiliser les listes dont elle dispose dĀjĀ dans la mise en place des Commissions Electorales Communales IndĀpendantes (CECI). Le prĀsident de cette coalition des partis politiques de lĀopposition estime que le calendrier tel quĀarrĀtĀ par cette commission ne permet pas de consulter encore une fois les concernĀs. LĀonce Ngendakumana dit par ailleurs ne pas comprendre pourquoi mĀme les partis politiques dont le ministĀre de lĀintĀrieur a dĀjĀ demandĀ la radiation par mail de reprĀsentativĀ sont reprĀsentĀs dans les CEPI. Il affirme que mĀme si les partis politiques de lĀopposition nĀont trĀs peu de membres (moins de 15 membres) dans ces CEPI, ils vont continuer la lutte mais prĀvient que si les erreurs continuent, ils peuvent se retirer du processus de prĀparation tout en continuant la compĀtition. [rtr/isanganiro/rpa] - Un expert de la prĀparation des Ālections estime que la CENI ne devrait pas accueillir les contestations des politiciens ou autres partenaires qui ne sont pas satisfaits de la mise en place des commissions Ā toutes les Āchelons. Selon Donatien Ndayisaba, la CENI ne peut en aucun cas reconnaĀtre et corriger ses erreurs Ātant donnĀ quĀon ne peut pas se faire justice soi-mĀme. Il trouve que cela peut avoir de mauvaises consĀquences dans le dĀroulement des Ālections et dans lĀacceptation des rĀsultats de ces derniĀres puis quĀune question qui ne trouve pas de rĀponse constitue une source potentielle dĀautres conflits. Ainsi, il demande Ā la CENI dĀĀtre tranquille pour y apporter une dĀcision durable. Ā [isanganiro/rtr/rpa/bonesha]

ĩ SociĀtĀ - Alors que le monde entier cĀlĀbre ce jeudi 16 octobre la journĀe internationale dĀdiĀe Ā une alimentation ĀquilibrĀe, la plupart de la population burundaise affirme quĀelle vit dans une misĀre qui ne leur permet pas de bien se nourrir. Toutes les catĀgories se lamentent y compris les commerĀants et les fonctionnaires. Ces derniers trouvent mĀme que les salaires ne sont pas suffisants pour remplir cette exigence sanitaire. Pourtant, un expert en nutrition trouve que les burundais peuvent bien se nourrir sans trop dĀpenser. En effet, le professeur Athanase Ntiyanogeye trouve que tous les composants des aliments sont contenus dans les repas que les burundais ont lĀhabitude de prendre. Il demande plutĀt aux autoritĀs sanitaires de procĀder Ā une sensibilisation contre la population sur les mĀthodes nutritives. [isanganiro]

ĩ Diplomatie - Le parlement burundais a sorti une dĀclaration ce jeudi pour rĀagir aprĀs la rĀsolution du parlement de lĀunion europĀenne sur la situation des droits de lĀhomme au Burundi, laquelle dĀclaration est sortie le 18 septembre dernier. Selon le premier vice-prĀsident de lĀassemblĀe nationale qui a lu ce communiquĀ, la situation des droits de lĀhomme au Burundi nĀest pas alarmante comme certains le pensent mĀme si elle admet que tout nĀest pas rose. Mo-Mammo Karerwa fait savoir que cette rĀsolution de lĀUnion EuropĀenne est sortie alors que le parlement burundais Ātait en vacance, ceci pour justifier le retard de la rĀaction de ces reprĀsentants du peuple. Elle prĀcise que le Burundi a besoin dĀĀtre soutenu dans ce domaine et estime que des experts en cette matiĀre en provenance de lĀunion europĀenne devraient Ātre envoyĀs au Burundi pour se rendre compte de cette situation. Elle trouve par ailleurs que le parlement europĀen devrait prendre des rĀsolutions sur base des considĀrations en provenance des diffĀrents milieux du pays pour avoir une idĀe globale de ce qui se passe. Selon elle, cĀest cela qui pourra engendrer la comprĀhension mutuelle de tous les concernĀs et contribuer Ā renforcer les droits de lĀhomme et les libertĀs publiques dans ce pays. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa]

- Un expert des relations internationales demande aux dirigeants du Burundi et du Rwanda de sĀasseoir ensemble pour faire des enquĀtes en ce qui est des cadavres qui ont ĀtĀ retrouvĀs flottants sur le lac Rweru dans ces derniers jours. Selon le professeur Pascal Niyonizigiye, une commission bipartite devrait Ātre mise en place pour Ātudier cette question et affirme que des experts ne manquent pas dans ces deux pays pour faire ce travail. Il trouve que si cette commission ne trouve pas de solution, il faudra faire recours aux experts des Etats Unis ou de lĀUnion EuropĀenne pour plus de complĀments. Il reste donc convaincu que les corps ont une nationalitĀ et que si les pays se renvoient la balle, il ne sĀagit point dĀune solution. Il trouve que ce renvoi rĀciproque de la balle ne signifie par pour autant que les relations entre ces deux pays sont mises Ā mal puis que selon lui, mĀme ceux qui ont combattu des annĀes et des annĀes peuvent sĀasseoir ensemble et discuter de lĀavenir. [rtr/bonesha] ĩ Economie - LĀAssociation Burundaise des Consommateurs (ABUCO) estime que le gouvernement du Burundi devrait revoir Ā la baisse le prix du carburant. Selon le prĀsident de cette association, le prix du carburant a chutĀ continuellement sur le marchĀ international depuis le mois de juillet et cette diminution est de lĀordre de prĀs de 25%. Ainsi, Pierre Nduwayo trouve que, comme les prix sont revus Ā la hausse chaque fois en cas de hausse, il devrait Ātre rĀduit en cas de diminution pour que les consommateurs en profitent. Il sĀtonne donc du fait que le ministĀre du commerce affiche un calme Ā ce sujet alors quĀen cas de hausse il rĀagit dans lĀimmĀdiat. Mais, les autoritĀs du ministĀre dont il est question ont fait savoir que cette question est en train dĀĀtre ĀtudiĀe.

[isanganiro/rtr/bonesha/rpa]